

L'ANPNPA a dix ans

Ce texte, élaboré par Roger Hillel et Jacques Pradel, tente un état des lieux de l'ANPNPA à son dixième anniversaire.

Une longue gestation

L'assemblée constitutive de l'ANPNPA du 8 novembre 2008 à Vitrolles, avec une quinzaine de pieds-noirs (PN) et de quelques amis non PN, avait adopté le communiqué suivant:

: « L'Association des Pieds-Noirs Progressistes et leurs Amis en appelle à ceux qui ne se reconnaissent pas dans les associations prétendant représenter l'ensemble des pieds-noirs à travers des prises de position rétrogrades cherchant à réhabiliter un passé colonial ... et qui relaient aujourd'hui racisme et exclusion ... Nos engagements anticolonialistes témoignent de notre attachement toujours très fort à l'Algérie ... ; nous avons un rôle à jouer dans la construction d'une amitié sincère entre les peuples français et algériens. C'est pourquoi nous entendons militer pour un renforcement des relations humaines entre les citoyens des deux pays et en France entre français de toute origine. Cette volonté nous oblige à dénoncer les manœuvres de toute nature des nostalgiques du passé et en revanche à soutenir ou à proposer des initiatives susceptibles de contribuer à cette réconciliation durable ... » (version partielle)

Ce communiqué avait fait l'objet de multiples échanges, en particulier sur le nom de l'association : si les réticences sur « pieds-noirs » furent vite surmontées, celles sur « progressistes » suscitèrent un vif débat.

L'AG constitutive se tint après une longue gestation dont les prémices se situent à Perpignan, où le cercle algérien est très influent. Cette association, qui se présente comme seule représentative des PN, est restée ouvertement nostalgique de l'Algérie française et ne cache pas l'estime qu'elle a toujours portée à l'OAS. Cette proximité idéologique et ses liens avec la municipalité permirent à l'Adimad, regroupant les anciens OAS, d'ériger en 2003 une stèle dédiée « aux fusillés et combattants morts pour l'Algérie Française » dans un cimetière de Perpignan. Plusieurs organisations anticolonialistes regroupées début 2006 en collectif engagèrent le combat pour que cette « stèle de la honte » soit évacuée du cimetière ; et contre la mairie qui avait accordé au cercle algérien qu'un bâtiment municipal accueille un musée de l'Algérie française (centre de documentation des Français d'Algérie), et qu'un mur des disparus soit érigé en hommage aux Français d'Algérie disparus entre 1954 et 1963.

L'idée de créer une association de PN progressistes (PNP) prend corps

L'idée germa l'idée dans la tête du PN Jacki Malla et de l'ami R. Hillel, qu'il fallait qu'une autre voix PN se fasse entendre, affirmant la légitimité de la lutte d'indépendance et revendiquant l'amitié avec du peuple algérien. L'idée prit consistance nouvelle peu après l'inauguration du mur en novembre 2007 : en janvier 2008, un PN demeurant à Marseille, Yvan Donat, apprit que les noms de membres de sa famille, bel et bien vivants, figuraient sur le mur des disparus. En février, avec le soutien du collectif, il interpella les responsables de cette grossière erreur et les médias locaux s'emparèrent de cette affaire. Tout de suite conquis par l'idée de créer une association concurrente au Cercle algérien, Yvan prit contact avec d'autres PN de la région PACA, et cinq mois plus tard se tint l'assemblée constitutive de l'ANPNPA qui élut un bureau provisoire avec comme président J. Pradel, et comme vice-présidents Jean-Pierre Gonon, avocat au barreau d'Alger de 1955 à 1961, du groupe des « libéraux » d'Alger, et R. Hillel, « l'ami » de Perpignan, auteur de l'ouvrage « la triade nostalgique » publié en 2015.

Première AG statutaire le 3 octobre 2009

En octobre 2009 se tint à La Ciotat la première AG statutaire (nous étions 29). L'AG approuva à l'unanimité le rapport moral présenté par J. Pradel et le rapport financier présenté par Pascal Grebet. Elle élut un Conseil d'Administration renouvelant dans leurs fonctions les membres du bureau provisoire de l'association, et comme membre supplémentaire Michelle Ballanger. Elle adopta la résolution qui suit :

*« Au cours du débat d'orientation générale ... les membres de l'Association ont réaffirmé :
– Leur détermination à dénoncer les résurgences idéologiques sur les aspects positifs de la colonisation, à lutter contre la réhabilitation des anciens OAS ..., à se démarquer des nostalgiques. Ils entendent contribuer par leurs témoignages et analyses aux travaux que*

mènent les historiens sur la colonisation et la libération de l'Algérie ;

– Leur engagement à œuvrer au renforcement des liens d'estime et d'amitié entre les peuples algérien et français, Ils ont insisté sur la nécessité de mener des actions en direction de la jeunesse, et appellent à la création d'un office franco-algérien de la jeunesse.

– Leur attachement à une coopération active et sincère entre la France et l'Algérie ...;

– Leur volonté de travailler avec d'autres associations qui en France ou en Algérie agissent dans le même esprit qu'eux.

L'association souhaite s'ouvrir à tous les pieds noirs qui adhèrent à ces objectifs. Le qualificatif de « progressistes » ... signifie que les membres de l'ANPNPA sont partisans d'un avenir de progrès, de réconciliation entre les peuples des deux rives de la Méditerranée.

C'est pourquoi nous en appelons à tous les pieds noirs qui reconnaissent ... la nature fondamentalement injuste du système colonial ... et le bien fondé de la guerre de libération. A ces pieds noirs ... nous proposons de rejoindre et enrichir notre association ».

Les premiers débats au sein de l'association

Au cours des premières années, les débats ouverts permirent de tester la cohésion des PNP mais aussi les nuances voire les divergences d'appréciation.

Le débat le plus frictionnel concerna le rôle d'Albert Camus. A l'occasion du 50ème anniversaire de sa mort, le bureau proposa un communiqué, contesté par plusieurs membres pour aboutir à la version suivante : « Les membres de l'ANPNPA s'associent à l'hommage rendu à l'immense écrivain que fut Albert Camus Albert Camus témoigne ... que les Européens d'Algérie ... n'étaient pas tous des colonialistes exploités. Reporter au quotidien « Alger Républicain » il dénonça dès les années 30 les injustices du système colonial ... Plus tard et face à la guerre, Camus, philosophe humaniste, mit la morale et la non-violence avant la politique et l'engagement pour l'indépendance ... Il rêva l'utopie d'une Algérie fédérale qui au sein d'une fédération française ... Le rêve d'une Algérie indépendante et souveraine, où les différentes communautés auraient forgé des rapports nouveaux ..., aurait sans doute pu se réaliser sans l'aveuglement des politiques et la folie meurtrière de l'OAS. Les membres de l'ANPNPA affirment leur profond attachement à l'écrivain pied-noir qui dénonçait la domination coloniale ; à l'homme honnête, d'abord face à lui-même... ; à l'homme méditerranéen, complexe et torturé, qui illustrait tant des contradictions qui furent les nôtres ... ». (Texte intégral : <http://www.anpnpa.org/?p=166>)

Un deuxième débat important (AG 2010) porta sur le comportement politique des PN. Nous avons écarté l'hypothèse d'un vote massivement favorable au Front national. Par contre, le constat d'une propension plus grande que le reste des Français à voter pour l'extrême droite avait été vivement débattu. Plus contestée encore fut la question sur la part de responsabilité des PN dans la colonisation. La discussion démarra suite à une opinion émise par JP. Gonon, « la colonisation, c'est la France et les PN ne sont pas responsables », et sa demande que « l'on rende justice aux PN qui ont, malgré les injustices du système colonial qu'ils dénonçaient et subissaient souvent eux mêmes, tout de même fait œuvre utile pour l'Algérie. » les échanges furent vifs sans aboutir à des conclusions partagées.

L'AG 2015 a rediscuté de ce point, précisément de la déclaration d'intention des membres fondateurs où il était dit : « Ils (les membres fondateurs) rappellent aussi que des hommes et femmes, venus de France comme d'autres pays européens, qui ont vécu sous l'emprise de ce système et en ont été les instruments souvent inconscients et parfois les victimes, ont fait œuvre utile pour le progrès du pays et de ses populations ». Malgré la réticence de quelques intervenants une majorité se dégage pour que soit corrigé ou supprimé le passage souligné. La suppression est votée à l'unanimité moins six abstentions.

L'association prend ses assises et gagne en reconnaissance

Ces premiers débats ont tracé « la ligne » dans laquelle se situe toujours l'association: dénoncer la nostalgie, développer nos propres analyses sur le passé colonial et la guerre d'indépendance; d'autre part, militer pour l'amitié des peuples des deux rives et lutter en France contre le racisme et la xénophobie. Comment cela est-il vu de l'extérieur ?

Une fois les PNP gentiment moqués comme sorte de 'tigres végétariens', l'association a rencontré intérêt et soutien. Elle a ainsi été invitée à intervenir dans 8 colloques traitant de l'histoire de la France en Algérie (dont au Sénat en 2013, seule association PN invitée à parler de la 'mémoire pied-noire'). Nos AGs ont été couvertes par la presse régionale et nationale, et

nos interventions et communiqués repris dans la presse, notamment algérienne. Plusieurs adhérents ont donné des interviews dans divers media, presse écrite et numérique, radio, télévision. L'association reste régulièrement sollicitée pour intervenir en milieu scolaire et lors de fêtes populaires, par des artistes, des historiens, des journalistes, des étudiants ...

Aussi, avons-nous tissé, tant au plan national que local, un réseau de relation avec d'autres organisations partageant nos vues, et avec qui nombre d'actions furent et sont menées: initiatives culturelles ; voyages en Algérie avec la 4ACG ; commémorations de dates qui marquent l'histoire franco-algérienne (les massacres du 8 mai, ceux du 17 octobre 61 à Paris, le 19 mars 62) ; adresses au politique pour la reconnaissance de crimes d'Etat (17 octobre 61, Maurice Audin) et pour le renforcement des liens avec l'Algérie ; mobilisations contre les nostalgériques ; manifestations de rue avec nos banderoles contre la montée du racisme et des idéologies d'extrême droite.

Les grandes lignes de nos engagements actuels

L'association compte aujourd'hui 330 membres qui se distribuent inégalement sur le territoire, avec un nombre d'adhérents dans une ville ou une région immédiatement corrélé aux activités menées localement, là où l'ANPNPA s'est faite connaître ; comme à Toulouse, Marseille et Grenoble où des comités régionaux ont été créés. Ailleurs l'implantation est souvent très éclatée, et nombre d'adhérents sont de fait isolés ...

C'est au cours des assemblées générales annuelles que les décisions sur l'activité et le devenir de l'association sont prises.

A/ Sur le maintien d'un équilibre entre les deux axes : combattre la nostalgie et lutter pour l'amitié des peuples (contre le racisme, etc.).

Lors des premiers temps de l'association, la priorité était de contrer la parole nostalgérique. L'AG 2011 réaffirma cette nécessité, position maintenue depuis lors, non sans débat.

Ainsi dans son rapport moral à l'AG 2016, J. Pradel: « Aujourd'hui, la situation est différente, plus compliquée ; s'y mêlent la montée de l'extrême droite, la faillite du gouvernement dit de 'gauche' (*c'était sous Hollande*), la crise des migrants chassés par la guerre et la misère, le terrorisme islamique, la situation dans les quartiers et les banlieues, le racisme anti-« arabe » (pas que ...) , les replis identitaires. Dans ce nouveau contexte, le passé colonial n'est plus là pour être regretté (nostalgérie) mais pour alimenter racisme et idéologie d'extrême droite. »

L'AG 2017 concluait sur ce point : « Tout en restant mobilisés sur la réplique aux nostalgériques, il convient de s'ouvrir plus aux résistances d'aujourd'hui ; de s'inscrire dans les mobilisations contre les idéologies d'extrême droite ; de conserver comme priorité l'engagement anti-raciste, notamment contre le racisme anti-maghrébin, tant au plan local que national et en s'affichant clairement ANPNPA ».

B/ Sur l'organisation et le fonctionnement de l'association.

Une critique récurrente depuis 2011, concerne au niveau national nos insuffisances en terme de fonctionnement, et de démocratie interne, etc. Les tentatives faites pour corriger cela, notamment de charger chaque membre du bureau d'une responsabilité particulière (AGs 2012 et 2013) ont échoué ; à l'exception de la trésorerie et de la communication avec l'extérieur (site internet et page Facebook).

Compte tenu de notre recrutement - des personnes en phase avec les objectifs de l'association mais par ailleurs peu disponibles et souvent engagées dans d'autres activités - la conclusion s'est imposée (AGs 2016 et 2017) qu'il était illusoire de compter sur une activité militante au sens classique, qui mobilise sur des actions qui s'étendent dans le temps et qui sont menées collectivement. Au contraire, les initiatives prises par nous sont ponctuelles, qu'il s'agisse de participation à des débats, colloques, manifestations culturelles, interventions en milieu scolaire, contacts avec des journalistes ou des historiens, etc ; et ces initiatives ne reposent chaque fois que sur quelques uns d'entre nous. En conséquence, il est proposé de conserver une organisation minimale et souple (bureau et CA servant de relais) et de s'appuyer sur ce que les adhérents savent et ont envie de faire.

Cette critique concerne le national et non les comités régionaux qui mobilisent sur des questions qui leur tiennent à cœur. Leur expérience va dans le sens de nous organiser en fonction de ce qu'il est possible concrètement de faire, en prise avec la réalité locale. Cela

n'implique pas que le national s'efface. C'est à lui de définir la ligne de l'association lors des AGs annuelles, d'assurer la trésorerie, d'intégrer l'activité des comités régionaux, d'assurer l'expression publique, de répondre aux sollicitations transitant par le site ou facebook, de tenir informés les adhérents isolés et les impliquer dans des actions définies dans leur coin.

C/ Sur la relation avec d'autres organisations.

L'ANPNPA a dès sa création noué des contacts avec quantité d'associations qui partagent au moins certains de nos engagements, et avec qui nous nous associons ponctuellement pour des actions particulières. La liste de ces associations est longue ; citons la 4ACG qui nous avait rejoint dès la première AG (2009), et parmi celles qui étaient représentées à l'AG 2010 'Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui', l'ARAC et la FNACA- PO, Coup de Soleil.

Le rapport avec le monde politique est plus compliqué.

D'une part, nous situons notre action dans les contradictions de la société dans laquelle nous vivons, et si nous sommes particulièrement sensibles aux relations avec l'Algérie et avec les Algériens vivant ici ou là bas, nous mesurons pleinement que ces relations sont immédiatement dépendantes des choix politiques et sociétaux faits ici. Ceci nous a amené, dès la première AG et régulièrement depuis, à prendre partie dans le débat politique touchant à ces questions, par des adresses ou protestations envoyées à des politiques (maires, députés, ministres, présidents Hollande et Macron). Ainsi, nos engagements contre le racisme, et les idéologies d'extrême droite s'inscrivent de fait parmi les luttes menées contre l'injustice et pour l'émancipation ; valeurs cardinales des organisations politiques « de gauche ».

D'autre part, par principe, les membres de l'association, tout en partageant les mêmes analyses du passé colonial et des luttes à mener, se situent et militent où bon leur semble sur l'échiquier politique. Sans que le débat ait été clairement mené lors de nos AGs, le consensus est l'ANPNPA, en tant que telle, ne prenne pas d'attitudes « partisans », mais garde la libre critique de positions ou décisions politiques qui impactent ses objectifs.

Sur notre relation avec l'Algérie

La résolution adoptée lors de la 1ère AG (2009) mentionnait entre autres points :

- *Ils (les membres de l'association) ont particulièrement insisté sur la nécessité de mener des actions en direction de la jeunesse ...*

- *Leur attachement à une coopération active et sincère entre la France et l'Algérie, libérée du poids d'un passé douloureux consciemment assumé de part et d'autre ;*

Il faut reconnaître que nous n'avons pas réellement avancé sur ces questions. *Une coopération active et sincère ...*, qu'y pouvons nous sinon la réclamer dans nos adresses au politique ?

A propos d'actions vers la jeunesse, SOS-racisme a récemment lancé un projet (« Regards croisés et rencontres interculturelles entre jeunes Algériens et Français ») que le bureau a décidé de rejoindre et auquel la fille d'une adhérente participe ; à suivre ...

Les six voyages « mémoires et fraternité » que nous avons organisés (de 2013 à 2017) avec la 4ACG et les "Réfractaires non violents à la guerre en Algérie" ont été formidablement riches de rencontres avec des acteurs algériens de la guerre d'indépendance, avec des jeunes Algériens et la société civile au sens large. Pour positifs qu'ils soient, ces voyages, qu'il est prévu de reprendre en 2019, restent très marqués « anciens appelés », et n'ont que peu de résonance en Algérie.

Les différents contacts noués en Algérie, avec des historiens, journalistes, etc. (dont plusieurs ont adhéré à l'ANPNPA) ou avec des associations algériennes n'ont pour le moment pas permis l'émergence d'une initiative concrète. Il en est de même des relations personnelles que chacun de nous a pu conserver ou établir en retournant en Algérie.

Nous n'avons aucune relation avec les autorités algériennes. Une question avait fait débat lors de l'AG 2015, celle de poursuivre ou non le contact avec le Centre Culturel Algérien de Paris (CCA); avec des avis opposés, allant du refus de tout contact, le CCA étant perçu comme une fenêtre du pouvoir en place en Algérie, à l'avis contraire d'utiliser le « lieu ressource » qu'est le CCA pour cultiver la relation entre nos pays et nos peuples. Après vote (36 pour, 2 contre et 6 abstentions), la proposition fut adoptée de maintenir le contact à la condition que, dans les initiatives prises, nous conservions toute notre indépendance à l'égard du pouvoir.